

(N° 131)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MARS 1920.

Proposition de loi relative aux traitements des secrétaires communaux.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

« Dans la pensée du Gouvernement, la question du barème des traitements des secrétaires communaux doit être un des premiers objets à examiner par la prochaine législature. Il est évident qu'il est plus que temps que l'on revise ce barème qui a été élaboré à une époque où les conditions de la vie étaient tout à fait différentes de celles d'aujourd'hui. » Telles sont les paroles prononcées par le baron de Broqueville, Ministre de l'Intérieur, au Sénat, le 17 octobre 1919 (*Annales parlementaires*, p. 909), lors du vote de la loi du 31 octobre 1909 sur les indemnités de vie chère à accorder aux agents communaux. La Chambre comme le Sénat, à l'unanimité, approuva ces paroles. La revision du barème des traitements des secrétaires communaux vient donc à son heure et est attendue avec impatience par les intéressés, car, comme la législature le sait, la plupart des secrétaires communaux touchent encore à cette heure un traitement dérisoire et dans plusieurs provinces pas encore d'indemnité de vie chère.

Le barème des traitements minima obligatoires que nous avons l'honneur de vous présenter est l'œuvre du bureau de la Fédération générale des Secrétaires communaux de Belgique, qui a invité toutes les associations professionnelles du pays affiliées à examiner, discuter et soumettre à revision le barème établi par la loi du 3 juillet 1894. Il y a donc vingt-six ans que les minima des traitements des secrétaires communaux n'ont pas été révisés.

Nous espérons que la Chambre fera diligence pour voter au plus tôt le

nouveau barème que est juste et équitable vu le travail considérable que le secrétaire communal doit fournir, non seulement à la commune, mais surtout à la province et à l'État.

Nous avons introduit dans la proposition de loi deux principes nouveaux :

1° L'appel, recours au Roi : il est indispensable, car il arrive bien souvent que les communes votent une amélioration de traitements à leur secrétaire communal et que la Députation permanente, sans donner aucune explication, ni à l'intéressé ni à l'administration communale, biffe tout simplement l'amélioration qui avait été jugée nécessaire. Le secrétaire communal n'a rien à dire, ne peut en appeler à personne; une telle situation n'est plus admissible de nos jours. L'appel au Roi doit être admis afin de permettre à l'autorité supérieure d'entendre les deux parties et de juger les motifs qui ont fait accorder l'augmentation au fonctionnaire communal.

2° *L'intervention de l'État dans les traitements des secrétaires communaux des communes de moins de 5,000 habitants.*

Pourquoi cette intervention ? Parce que les petites communes ne peuvent supporter seules les traitements pour un travail qui, aux trois quarts, est d'intérêt général, c'est-à-dire gouvernemental et provincial. Comme j'ai eu l'honneur de le dire à la Chambre, le 14 mai dernier : « Le travail de secrétaire communal est défini par la loi communale, mais depuis quelques années, le pouvoir central charge le secrétaire communal de nombreux travaux d'intérêt général, en comparaison desquels la besogne ordinaire et proprement dite du secrétaire communal apparaît comme insignifiante. Citons, notamment, parmi les travaux qu'on a imposés ainsi successivement au secrétaire communal, les travaux concernant la milice, la revision des listes électorales pour les élections législatives, les statistiques diverses demandées continuellement par tous les Ministères, des renseignements d'ordre agricole ou industriel, des renseignements concernant la grande voirie, les pensions de vieillesse (car ce sont légalement les secrétaires communaux qui ont la charge de répartir les pensions de vieillesse), les listes des éligibles au Sénat, les électeurs aux tribunaux de commerce et des renseignements divers en toutes les matières. Vous remarquerez que ces renseignements sont demandés dans les plus petites communes, de façon que ces travaux d'ordre général sont imposés même aux secrétaires des plus petites localités. Aujourd'hui même, la loi sur les dommages de guerre et la loi votée sur le régime fiscal, sur le revenu global et bien d'autres réclament pour leur application, l'intervention du secrétaire communal.

C'est pour ce travail, qui prend la plus grande partie du temps des secrétaires communaux, que nous réclamons de l'État son intervention dans le traitement et les augmentations périodiques. Il n'est que juste que celui qui donne la plus grande part de travail intervienne dans le salaire.

C'est avec une pleine confiance que nous vous proposons le vote de la proposition de loi relative aux traitements des secrétaires communaux,

assurés qu'à bref délai et à l'unanimité, la Chambre fera justice des traitements de famine, imposés à ces modestes mais courageux fonctionnaires communaux, et leur accordera un salaire approprié à leur somme de travail. Vous remarquerez, Messieurs, que ceux qui ont été constamment à la tâche, durant la guerre et plus encore depuis la paix, sont les derniers à obtenir satisfaction et à être payés raisonnablement.

J. MAENHAUT.

Loi communale. — Article 111. — Traitement minimum des secrétaires communaux

Relevé officiel du chiffre de la population d'après le recensement au 31 décembre 1913.

(Moniteur belge du 5 juin 1913).

Nombre de communes pour chaque catégorie par province.

						Anvers. — Antwerpen.	Brabant. — Brabant.	Flandre occidentale. — West- Vlaanderen.
1 ^o	Communes de moins de 300 habitants Gemeenten van minder dan 300 inwoners				fr. 12,000	2	5	9
2 ^o	Communes de	301 à	500 habitants		2 000	1	21	11
	Gemeenten van	tot	inwoners					
3 ^o	—	501 —	1.000	—	2 500	21	78	38
4 ^o	—	1.001 —	1.500	—	3.000	23	60	38
5 ^o	—	1.501 —	2.000	—	3.500	19	55	32
6 ^o	—	2.001 —	2.500	—	4 000	11	30	23
7 ^o	—	2.501 —	3 000	—	5 000	18	23	10
8 ^o	—	3.001 —	4 000	—	6 000	12	17	25
9 ^o	—	4.001 —	5 000	—	7,000	11	14	15
10 ^o	—	5,001 —	6 000	—	8,000	8	7	18
11 ^o	—	6,001 —	8,000	—	9,000	8	7	14
12 ^o	—	8,001 —	10 000	—	9 500	5	10	5
13 ^o	—	10 001 —	15 000	—	10 000	3	3	5
14 ^o	—	15 001 —	25,000	—	11.000	5	4	3
15 ^o	—	25,000 et au delà en daarboven	—	—	12,000	5	12	4
						152	346	250

Observations. — Quelle sera la situation au point de vue de l'application du barème des traitements minima. en ce qui concerne les secrétaires des communes dévastées ?

Le *Moniteur belge* des 26-27 décembre 1919 indique leur population au 31 décembre 1917 en reproduisant le chiffre d'avant la guerre, c'est-à-dire au 31 décembre 1913. Nous indiquons dans le tableau ci-dessus, pour les quinze catégories de communes classées en vue de la fixation des traitements minima, le total de leurs habitants aux dates respectives du 31 décembre 1910 (dernier recensement décennal) et du 31 décembre 1917. On remarquera que ces chiffres diffèrent peu et n'ont pas d'influence sur la classification des communes. Mais il en résulte que le nouveau barème aura surtout pour résultat d'avantager les secrétaires des petites communes, c'est-à-dire celles de 300 à 5.000 habitants, qui sont généralement trop peu rétribués et doivent accomplir toute la besogne administrative seuls ou avec un personnel insuffisant.

La loi du 3 juillet 1894 a édicté le principe que « dans tous les cas les traitements actuels restent acquis et ne peuvent être réduits tant que le titulaire reste en fonctions. D'autre part, la proposition de loi décrétant un nouveau barème prévoit que les traitements seront révisés d'après ce tarif minimum, en tenant compte des années de service des titulaires et de la population des quinze catégories de communes ci-dessus accusée par le dernier recensement décennal. Il s'ensuit que les secrétaires des communes dévastées devront bénéficier de cette mise au point dans les mêmes conditions que tous les autres. Il n'y a qu'une seule différence, c'est qu'aux termes de la loi du 8 avril 1919 sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées, « le Haut Commissaire royal exerce les attributions d'ordre communal que la loi confère à la Députation permanente du Conseil provincial, au Gouverneur de la province et au Roi » (art. 3).

Gemeentewet. — Artikel 111. — Minimum-jaarwedde der gemeentesecretarissen.

Officieele opgave van 's Rijks bevolking volgens de volkstelling op 31 December 1912.

(Belgisch Staatsblad, 5 Juni 1913).

Aantal gemeenten voor elke reeks per provincie.

Flandre orientale. — Oost-Vlaanderen.	Hainaut. — Henegouuw.	Liège. — Luik.	Limbourg. — Limburg.	Luxembourg. — Luxemburg.	Namur. — Namen.	TOTAL au 31 décembre 1910. — TOTAAL op 31 December 1910.	Relevé officiel du chiffre de la population au 31 déc. 1919. (Nomi. de 26-27 déc. 1919). TOTAL. Officieele opgave van de bevolking op 31 Dec- 1919). (Staatsblad van 26-27 Dec. 1919). TOTAAL.
1	25	26	23	9	59	159	150
13	46	50	31	47	78	298	300
52	110	93	68	97	140	697	703
54	76	63	30	40	39	423	408
27	48	25	23	22	20	271	276
29	23	14	4	6	5	143	153
23	19	11	9	3	4	120	112
34	20	15	8	6	10	147	157
16	14	13	5	—	1	89	83
16	8	11	1	—	3	72	74
12	15	6	1	—	4	67	71
4	10	3	—	—	—	37	39
10	16	7	1	1	—	46	47
4	9	2	2	—	—	29	28
3	4	3	—	—	1	32	33
298	443	342	206	364	364	2632	2634

Bemerkingen. — Welke zal de toestand zijn wat betreft de toepassing van den minimum-loonrooster, met het oog op de secretarissen der verwoeste gemeenten?

Het *Belgisch Staatsblad* van 26-27 December 1919 vermeldt hunne bevolking op 31 December 1917, met aangifte van hun cijfer van vóór den oorlog, namelijk op 31 December 1913. In bovenstaande tabel, betreffende de vijftien reeksen gemeenten gerangschikt met het oog op de vaststelling der minima-wedden, vermelden wij het geheel aantal van hunne inwoners op de respectieve datums van 31 December 1910 (jongste tienjaarlijksche telling) en van 31 December 1917. Men zal bemerken dat deze getallen weinig verschillen en geen invloed oefenen op de rangschikking der gemeenten. Doch daaruit vloeit voort dat de nieuwe rooster vooral de secretarissen van de kleine gemeenten zal bevoordeelen, namelijk die van 300 tot 3,000 inwoners, welke over 't algemeen te weinig bezoldigd zijn en geheel alleen of met een ontoereikend personeel gansch het bestuurlijk werk moeten verrichten.

De wet van 3 Juli 1894 heeft het beginsel vastgesteld dat « in elk geval, de huidige jaarwedden verworven blijven en niet mogen verminderd worden zoolang de titularis in bediening blijft ». Anderzijds, voorziet het wetsvoorstel tot invoering van een nieuwen rooster, dat de jaarwedden zullen herzien worden volgens dit minimum-tarief, met inachtneming van de jaren dienst der titularissen en van de bevolking der vijftien bovenstaande gemeentereeksen, volgens de jongste tienjaarlijksche telling. Daaruit volgt dat op de secretarissen van de verwoeste gemeenten deze van toepassing is in dezelfde voorwaarden als op al de overige. Er bestaat slechts één enkel onderscheid, namelijk dat, naar luid der wet van 8 April 1919, op de aanneming door de Natie van de gemeenten en op het herstel van de verwoeste gewesten, « de hooge koninklijke commissaris dezelfde rechten in gemeentezaken uitoefent, als die door de wet toegekend aan de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, aan den Gouverneur der provincie en aan den Koning » (art. 3).

Gemeentewet. — Artikel 111. — Minimum-jaarwedde der gemeentesecretarissen.

Loi communale. — Article 111. — Traitement minimum des secrétaires communaux.

Officieele opgave van 's Rijks bevolking op 31 December 1917.

Relevé officiel du chiffre de la population du Royaume
au 31 décembre 1917.

(Belgisch Staatsblad, 26-27 December 1919.)

(Moniteur belge des 26-27 décembre 1919.)

Aantal gemeenten voor elke reeks per provincie.

Nombre de communes pour chaque catégorie par province.

	Anvers. — Antwerpen	Brabant. — Brabant.	Flandre occidentale. — West- Vlaanderen	Flandre orientale. — Oost- Vlaanderen	Hainaut. — Henegouw.	Liège. — Luik.	Limbourg. — Limburg.	Luxemb- bourg. — Luxem- bourg.	Namur. — Namen.	Total. — Totaal.
1° Communes de moins de 300 habitants . . . fr. Gemeenten van minder dan 300 inwoners .	1	5	10	1	25	24	48	8	38	130
2° Communes de 301 à 500 habitants . Gemeenten van 301 tot 500 inwoners .	2	20	10	13	44	53	32	46	80	300
3° — 501 — 1,000 —	20	77	36	51	118	94	67	98	142	703
4° — 1,001 — 1,500 —	22	58	36	48	74	63	31	37	39	408
5° — 1,501 — 2,000 —	19	57	33	30	47	23	24	25	18	276
6° — 2,001 — 2,500 —	12	29	26	32	23	16	5	5	5	153
7° — 2,501 — 3,000 —	13	23	11	20	16	13	6	5	3	112
8° — 3,001 — 4,000 —	16	19	23	36	23	16	10	5	9	157
9° — 4,001 — 5,000 —	11	14	14	14	13	9	6	1	1	83
10° — 5,001 — 6,000 —	7	7	18	19	8	10	3	—	2	74
11° — 6,001 — 8,000 —	10	9	15	13	13	6	—	—	3	71
12° — 8,001 — 10,000 —	5	7	7	5	11	3	1	—	—	39
13° — 10,001 — 15,000 —	4	5	4	9	16	7	1	1	—	47
14° — 15,000 — 25,000 —	4	4	3	4	9	2	2	—	—	28
15° — 25,001 et au delà — en daarboven .	6	12	4	3	4	3	—	—	1	33
	152	346	250	298	444	342	206	231	365	2,634

Proposition de loi relative aux traitements des secrétaires communaux.

ARTICLE PREMIER.

L'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, modifiée par les lois du 3 juillet 1894 et du 27 février 1911, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le traitement du secrétaire est fixé par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial.

» Le traitement minimum est fixé comme suit :

1° Communes de moins de 300 habitants fr.	1,500
2° Communes de 301 à 500 habitants	2,000
3° Communes de 501 à 1,000 habitants	2,500
4° Communes de 1,001 à 1,500 habitants	3,000
5° Communes de 1,501 à 2,000 habitants	3,500
6° Communes de 2,001 à 2,500 habitants	4,000
7° Communes de 2,501 à 3,000 habitants	5,000
8° Communes de 3,001 à 4,000 habitants	6,000
9° Communes de 4,001 à 5,000 habitants	7,000
10° Communes de 5,001 à 6,000 habitants	8,000

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der gemeentesecretarissen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 111 der gemeentewet van 30 Maart 1836, gewijzigd door de wetten van 3 Juli 1894 en van 27 Februari 1911, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De jaarwedde van den secretaris wordt door den gemeenteraad vastgesteld, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

» De minimum-jaarwedde wordt vastgesteld als volgt :

1° Gemeenten beneden 300 inwoners. fr.	1,500
2° Gemeenten van 301 tot 500 inwoners	2,000
3° Gemeenten van 501 tot 1,000 inwoners	2,500
4° Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners	3,000
5° Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners	3,500
6° Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners	4,000
7° Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners	5,000
8° Gemeenten van 3,001 tot 4,000 inwoners	6,000
9° Gemeenten van 4,001 tot 5,000 inwoners	7,000
10° Gemeenten van 5,001 tot 6,000 inwoners	8,000

11° Communes de 6,001 à 8,000 habitants. fr.	9,000	11° Gemeenten van 6,001 tot 8,000 inwoners	9,000
12° Communes de 8,001 à 10,000 habitants	9,500	12° Gemeenten van 8,001 tot 10,000 inwoners	9,500
13° Communes de 10,001 à 15,000 habitants	10,000	13° Gemeenten van 10,001 tot 15,000 inwoners	10,000
14° Communes de 15,001 à 25,000 habitants	11,000	14° Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners	11,000
15° Communes de 25,001 habitants et au delà.	12,000	15° Gemeenten van 25,001 inwoners en daarboven	12,000

» Tous les ans, le secrétaire a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 5 % dans les communes des catégories 1 à 11 et à 3 % dans les communes des autres catégories.

» Lorsqu'une commune des catégories 1 à 11 passe dans une classe supérieure à la 11° ou qu'une commune des catégories 12 et au delà passe dans une classe inférieure à la 12° par suite de l'augmentation ou de la diminution de la population, constatée par un recensement décennal, l'augmentation annuelle est réduite à 3 % dans le premier cas et reste fixée à ce taux dans le second cas, aussi longtemps que le secrétaire qui en bénéficiait reste en fonctions.

» L'augmentation annuelle cessera d'être obligatoire lorsque le secrétaire comptera les années d'âge et de services requis pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

» L'augmentation annuelle pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au secrétaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

» Le secrétaire devra être préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses

» Elk jaar heeft de secretaris recht op eene verhooging zijner aanvangswedde, bepaald op 5 t. h. in de gemeenten van de reeksen 1 tot 11 en op 3 t. h. in de gemeenten van de overige reeksen.

» Wanneer, ten gevolge van toename of afneming der bevolking, blijken uit eene tienjaarlijksche volkstelling, eene gemeente van de reeksen 1 tot 11 overgaat naar eene klasse hooger dan de elfde of eene gemeente van de reeksen 12 en daarboven overgaat naar eene klasse lager dan de twaalfde, wordt, in het eerste geval, de jaarlijksche verhooging verminderd tot op 3 t. h. en blijft zij, in het tweede geval, op dit bedrag vastgesteld zoolang de secretaris, wien zij ten goede kwam, zijn ambt bekleedt.

» De jaarlijksche verhooging is niet langer verplicht, wanneer de secretaris den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren heeft om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

» De jaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den secretaris die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

» De secretaris moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal

explications. Ce procès-verbal sera signé par le président du Conseil communal et le secrétaire intéressé. Une expédition en sera transmise à la Députation permanente.

» Un recours au Roi est ouvert aux titulaires contre les décisions des Députations permanentes fixant le montant de leur traitement initial ou leur refusant une augmentation de traitement annuelle, soit facultative ou extraordinaire.

» Le traitement est payé aux titulaires par mois ; il prend cours à dater du jour de l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement au secrétaire démissionnaire ou révoqué et, en cas de décès, à ses ayants-droit.

» Les traitements seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte du nombre d'années de service du titulaire. Il en sera de même, lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

» Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

» Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci-dessus, restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions. »

ART. 2.

La loi du 31 octobre 1919 imposant

opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt door den voorzitter van den gemeenteraad en door den betrokken secretaris onderteekend. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie.

» De titularissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, welke het bedrag hunner aanvangswedde vaststellen of hun eene niet verplichte of buitengewone jaarlijksche verhooging van wedde weigeren.

» De jaarwedde van de titularissen wordt hun per maand betaald ; deze jaarwedde loopt vanaf den dag, waarop zij in bediening treden. Elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den ontslagnemenden of afgezetten secretaris en, in geval van overlijden, aan zijne rechthebbenden.

» De jaarwedden worden, overeenkomstig bovenstaande bepalingen, herzien te rekenen van 1 Januari 1920, volgens de bevolking bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling en met inachtneming van het getal dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking, blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

» De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de verhoogingen, voorzien bij bovenstaand lid 3, te berekenen.

» De huidige jaarwedden, welke het hierboven vastgestelde bedrag mochten overschrijden, blijven verworven en mogen niet worden verminderd zolang de titularissen in bediening blijven. »

ART. 2.

De wet van 31 October 1919, kracht

aux communes l'obligation de payer à leurs agents une indemnité de vie chère, dont le taux trimestriel doit être fixé par la Députation permanente, cessera, en ce qui concerne les secrétaires communaux, de sortir ses effets à dater de l'application de l'article premier ci-dessus.

ART. 3.

Il est interdit aux secrétaires communaux de tenir des débits de boissons, même par personne interposée, à peine de suspension et, en cas de récidive, de révocation. Le secrétaire intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications comme il est prescrit ci-dessus par l'article premier.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

En cas d'inaction du Conseil communal et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le gouverneur de la province, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les secrétaires peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

tens welke de gemeenten verplicht zijn aan hunne beambten een duurtebijslag te betalen, waarvan het driemaandelijksch bedrag door de Bestendige Deputatie moet worden vastgesteld, houdt op, wat de gemeentesecretarissen betreft, van kracht te zijn vanaf den dag waarop bovenstaand eerste artikel wordt toegepast.

ART. 3.

Het is aan de gemeentesecretarissen verboden, drankslijterijen te houden, zelfs door een tussenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. De betrokken secretaris moet vooraf worden gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt, zooals door bovenstaand eerste artikel wordt voorgeschreven.

Welke ook de gewezen straf zij, moet de beslissing van den gemeenteraad aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep komen binnen vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd beteekend.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluitend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De secretarissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen van den Gouverneur, welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

ART. 4.

Dans les communes de moins de 5,000 habitants l'État interviendra pour la moitié dans les traitements et augmentations annuelles.

ART. 4.

In de gemeenten beneden 5,000 inwoners draagt de Staat de helft van de jaarwedden en van de jaarlijksche verhoogingen.

MAENHAUT.

PONCELET.

TROCLET.

MELCKMANS.

NEUJEAN.

L. JOUREZ.



(VI)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MAART 1920.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der gemeentesecretarissen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

« De Regeering is van meening dat het vraagstuk van den wedderooster der gemeentesecretarissen een van de eerste zaken zijn moet, welke de aanstaande Wetgevende Kamers zullen te onderzoeken hebben. Onbetwistbaar is het meer dan tijd dezen rooster te herzien; hij werd inderdaad ingevoerd wanneer de levenstoestanden gansch anders waren dan zij nu zijn. » Aldus sprak Baron de Broqueville, Minister van Binnenlandsche Zaken, in den Senaat (vergadering van 17 October 1919, *Handelingen*, bl. 909) bij het aannemen van de wet van 31 October 1919 op den duurtebijslag ten behoeve van de gemeentebedienden. Evenals de Kamer had gedaan, juichte de Senaat deze woorden eenparig toe. De herziening van den wedderooster der gemeentesecretarissen komt dus te goeder ure en wordt met ongeduld door de belanghebbenden te gemoet gezien. De wetgever weet immers dat, thans nog, de gemeentesecretarissen op een hoogst ontoereikende wijze worden bezoldigd en, in verscheidene provinciën, nog geen duurtebijslag trekken.

De rooster van de verplichte minima-wedden, welken wij de eer hebben u voor te stellen, gaat uit van het Bureau van den Algemeenen Bond der Gemeentesecretarissen van België, dat al de aangesloten beroepsverenigingen van het land had verzocht den rooster, door de wet van 3 Juli 1894 vastgesteld, te onderzoeken, te bespreken en te herzien. Zes en twintig jaar zijn dus verlopen zonder dat de minima-wedden van de gemeentesecretarissen herzien werden.

Wij hopen dat de Kamer er spoed zal bijzetten om den nieuwen rooster

aan te nemen : deze is rechtvaardig en billijk, daar de gemeentesecretaris een aanzienlijken arbeid moet leveren niet alleen voor de gemeente, maar vooral voor de provincie en voor den Staat.

In het wetsvoorstel hebben wij twee nieuwe beginselen opgenomen :

1^o *Het beroep bij den Koning.* Dit beroep is onontbeerlijk, want vaak gebeurt het dat gemeenten eene verbetering in de jaarwedde van hunnen gemeentesecretaris aannemen en dat de Bestendige Deputatie, zonder eenigen uitleg te verstrekken noch aan den belanghebbende noch aan het gemeentebestuur, eenvoudig de verbetering schrapt, welke noodzakelijk geacht werd. De gemeentesecretaris heeft niets te zeggen, kan bij niemand in beroep komen; zoodanige toestand kan niet langer geduld worden. Het beroep bij den Koning moet worden aangenomen, opdat de hoogere overheid beide partijen kunne hooren en oordeelen over de redenen, op grond waarvan de verhooging aan den gemeentebeambte verleend werd.

2^o *Het bijdragen van den Staat in de jaarwedden van de gemeentesecretarissen der gemeenten van minder dan 5,000 inwoners.*

Waarop steunt dit bijdragen? Het steunt hierop, dat de kleine gemeenten den last van de jaarwedden voor een werk, hetwelk voor drie vierden van algemeen nut is en de Regeering alsmede de provincie aanbelangt, niet alleen behoeven te dragen. Ik had de eer het te zeggen, in de Kamer, op 14 Mei laatstleden : « Het arbeidsveld van de gemeentesecretarissen wordt door de gemeentewet bepaald. Doch, sedert eenige jaren, belast het hoofdbestuur den gemeentesecretaris met talrijke bezigheden van algemeen belang, in vergelijking met dewelke de gewone en eigenlijke werkzaamheden van den gemeentesecretaris onbeduidend voorkomen. Vermelden wij, namelijk, onder de werkzaamheden, welke men alzoo achtereenvolgens aan den gemeentesecretaris heeft opgelegd, de werkzaamheden voor de militie, de herziening van de kiezerslijsten voor de wetgevende verkiezingen, de onderscheidene statistieken welke aanhoudend door de ministeriën worden gevraagd, inlichtingen betreffende landbouw en nijverheid, inlichtingen betreffende de Staatswegen, de ouderdomspensioenen (volgens de wet zijn het inderdaad de gemeentesecretarissen die met de verdeeling der ouderdomspensioenen belast zijn), de lijsten van de verkiesbaren voor den Senaat, de kiezers voor de rechtbanken van koophandel en onderscheidene inlichtingen op allerlei gebied. Gij zult vaststellen dat deze inlichtingen worden gevraagd in de kleinste gemeenten, zoodat deze werken van algemeen belang zelfs opgelegd worden aan de secretarissen van de kleinste gemeenten. Thans zelfs wordt, voor de wet op de oorlogsschade, de wet tot fiscale regeling der tabak, de wet op het globaal inkomen en voor meer andere, het optreden van den gemeentesecretaris vereischt. »

Voor dit werk, dat het grootste gedeelte van den tijd der gemeentesecretarissen in beslag neemt, vragen wij dat de Staat zou bijdragen in de jaarwedde en in de periodische verhoogingen. Het is niet meer dan billijk dat hij, die het grootste gedeelte van het werk oplegt, in het loon bijdrage.

Met volle vertrouwen stellen wij u voor, het wetsvoorstel betreffende de jaarwedden van de gemeentesecretarissen goed te keuren; wij zijn inderdaad verzekerd dat de Kamer eerlang en eenparig een eind zal maken aan de hongerloozen, welke aan deze nederige, doch dappere gemeentebeambten worden opgedrongen, en hun een loon zal verschaffen dat overeenstelt met hunnen arbeid. Gij zult vaststellen, Mijne Heeren, dat zij, die gestadig aan den arbeid waren gebleven gedurende den oorlog en meer nog sinds den vrede, de laatsten zijn om voldoening te bekomen en een redelijke bezoldiging te ontvangen.

J. MAENHAUT.

Loi communale. — Article 111. — Traitement minimum des secrétaires communaux.

Relevé officiel du chiffre de la population d'après le recensement au 31 décembre 1913.

(Moniteur belge du 5 juin 1913).

Nombre de communes pour chaque catégorie par province.

					Anvers. — Antwerpen.	Brabant. — Brabant.	Flandre occidentale — West- Vlaanderen
1 ^o	Communes de moins de 300 habitants			fr. 12,000	2	5	9
	<i>Gemeenten van minder dan 300 inwoners</i>						
2 ^o	Communes de 301 à 500 habitants			2 000	4	21	41
	<i>Gemeenten van 301 tot 500 inwoners</i>						
3 ^o	— 501 — 1 000			2 500	21	78	38
4 ^o	— 1 001 — 1 500			3 000	23	60	38
5 ^o	— 1 501 — 2 000			3 500	19	53	32
6 ^o	— 2 001 — 2 500			4 000	14	30	23
7 ^o	— 2 501 — 3 000			5 000	18	23	40
8 ^o	— 3 001 — 4 000			6 000	12	17	25
9 ^o	— 4 001 — 5 000			7 000	11	14	15
10 ^o	— 5 001 — 6 000			8 000	8	7	18
11 ^o	— 6 001 — 8 000			9 000	8	7	14
12 ^o	— 8 001 — 10 000			9 500	5	10	5
13 ^o	— 10 001 — 15 000			10 000	3	3	5
14 ^o	— 15 001 — 25 000			11 000	5	4	3
15 ^o	— 25 000 et au delà en daarboven			12 000	5	12	4
					152	346	250

Observations. — Quelle sera la situation au point de vue de l'application du barème des traitements minima, en ce qui concerne les secrétaires des communes dévastées ?

Le *Moniteur belge* des 26-27 décembre 1919 indique leur population au 31 décembre 1917 en reproduisant le chiffre d'avant la guerre, c'est-à-dire au 31 décembre 1913. Nous indiquons dans le tableau ci-dessus, pour les quinze catégories de communes classées en vue de la fixation des traitements minima, le total de leurs habitants aux dates respectives du 31 décembre 1910 (dernier recensement décennal) et du 31 décembre 1917. On remarquera que ces chiffres diffèrent peu et n'ont pas d'influence sur la classification des communes. Mais il en résulte que le nouveau barème aura surtout pour résultat d'avantager les secrétaires des petites communes c'est-à-dire celles de 300 à 5,000 habitants, qui sont généralement trop peu rétribués et doivent accomplir toute la besogne administrative seuls ou avec un personnel insuffisant.

La loi du 3 juillet 1894 a édicté le principe que « dans tous les cas les traitements actuels restent acquis et ne peuvent être réduits tant que le titulaire reste en fonctions. D'autre part, la proposition de loi décrétant un nouveau barème prévoit que les traitements seront révisés d'après ce tarif minimum, en tenant compte des années de service des titulaires et de la population des quinze catégories de communes ci-dessus accusée par le dernier recensement décennal. Il s'ensuit que les secrétaires des communes dévastées devront bénéficier de cette mise au point dans les mêmes conditions que tous les autres. Il n'y a qu'une seule différence, c'est qu'aux termes de la loi du 8 avril 1919 sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées « le Haut Commissaire royal exerce les attributions d'ordre communal que la loi confère à la Députation permanente du Conseil provincial, au Gouverneur de la province et au Roi » (art. 3).

Gemeentewet. — Artikel 111. — Minimum-jaarwedde der gemeentesecretarissen.

Officieele opgave van 's Rijks bevolking volgens de volkstelling op 31 December 1912.

(Belgisch Staatsblad, 5 Juni 1913).

Aantal gemeenten voor elke reeks per provincie.

Flandre orientale. — Oost- Vlaanderen.	Hainaut. — Henegouw.	Liège. — Luik.	Limbourg. — Limburg.	Luxembourg. — Luxemburg.	Namur. — Namen.	TOTAL au 31 décembre 1910. — TOTAAL op 31 December 1910.	Relève officiel du chiffre de la population au 31 déc. 1919. (Monit. du 25 27 déc. 1919). TOTAL. Officieele opgave van de bevolking op 31 Dec- 1919). (Staatsblad van 26-27 Dec. 1919). TOTAAL.
1	25	26	23	9	59	159	150
13	46	50	31	47	78	298	300
52	110	93	68	97	140	697	703
54	76	63	30	40	39	423	408
27	48	25	23	22	20	271	276
29	23	14	4	6	5	145	153
23	19	11	9	3	4	120	112
34	20	15	8	6	10	147	157
16	14	13	5	—	1	89	83
16	8	11	1	—	3	72	74
12	15	6	1	—	4	67	71
4	10	3	—	—	—	37	39
10	16	7	1	1	—	46	47
4	9	2	2	—	—	29	28
3	4	3	—	—	1	32	33
298	443	342	206	364	364	2632	2634

Bemerkingen. — Welke zal de toestand zijn wat betreft de toepassing van den minimum-loonrooster, met het oog op de secretarissen der verwoeste gemeenten?

Het *Belgisch Staatsblad* van 26-27 December 1919 vermeldt hunne bevolking op 31 December 1917, met aangifte van hun cijfer van vóór den oorlog, namelijk op 31 December 1913. In bovenstaande tabel, betreffende de vijftien reeksen gemeenten gerangschikt met het oog op de vaststelling der minima-wedden, vermelden wij het geheel aantal van hunne inwoners op de respectieve datums van 31 December 1910 (jongste tienjaarlijksche telling) en van 31 December 1917. Men zal bemerken dat deze getallen weinig verschillen en geen invloed oefenen op de rangschikking der gemeenten. Doch daaruit vloeit voort dat de nieuwe rooster vooral de secretarissen van de kleine gemeenten zal bevoordeelen, namelijk die van 300 tot 5,000 inwoners, welke over 't algemeen te weinig bezoldigd zijn en geheel alleen of met een ontoereikend personeel gansch het bestuurlijk werk moeten verrichten.

De wet van 3 Juli 1894 heeft het beginsel vastgesteld dat « in elk geval, de huidige jaarwedden verworven blijven en niet mogen verminderd worden zoolang de titularis in bediening blijft ». Anderzijds, voorziet het wetsvoorstel tot invoering van een nieuwen rooster, dat de jaarwedden zullen herzien worden volgens dit minimum-tarief, met inachtneming van de jaren dienst der titularissen en van de bevolking der vijftien bovenstaande gemeentereeksen, volgens de jongste tienjaarlijksche telling. Daaruit volgt dat op de secretarissen van de verwoeste gemeenten deze van toepassing is in dezelfde voorwaarden als op al de overige. Er bestaat slechts één enkel onderscheid, namelijk dat, naar luid der wet van 8 April 1919, op de aanname door de Natie van de gemeenten en op het herstel van de verwoeste gewesten, « de hooge koninklijke commissaris dezelfde rechten in gemeentezaken uitoefent, als die door de wet toegekend aan de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, aan den Gouverneur der provincie en aan den Koning » (art. 3).

Loi communale. — Article III. — Traitement minimum des secrétaires communaux.

Gemeentewet. — Artikel III. — Minimum-jaarwedge der gemeentesecretarissen.

Relevé officiel du chiffre de la population du Royaume
au 31 décembre 1917.

Officieele opgave van 's Rijks bevolking op 31 December 1917.

(Moniteur belge des 26-27 décembre 1919.)

(Belgisch Staatsblad, 26-27 December 1919.)

Nombre de communes pour chaque catégorie par province.

Aantal gemeenten voor elke reeks per provincie.

	Anvers. — Antwerpen	Brabant. — Brabant	Flandre occidentale. — West- Vlaanderen	Flandre orientale. — Oost- Vlaanderen	Hainaut. — Henegouwe	Liège. — Luik	Limbourg. — Limburg	Luxemb- bourg. — Luxemb- burg	Namur. — Namen	TOTAL. — Totaal.
1 ^o Communes de moins de 300 habitants. Gemeenten van minder dan 300 inwoners.	1	5	40	4	25	24	48	8	58	150
2 ^o Communes de 301 à 500 habitants. Gemeenten van 301 tot 500 inwoners.	2	20	40	13	44	53	32	46	80	300
3 ^o — 501 — 1,000 —	20	77	36	51	118	94	67	98	142	703
4 ^o — 1,001 — 1,500 —	22	58	36	48	74	63	31	37	39	408
5 ^o — 1,501 — 2,000 —	19	57	33	30	47	23	24	25	48	276
6 ^o — 2,001 — 2,500 —	12	29	26	32	23	16	5	5	5	153
7 ^o — 2,501 — 3,000 —	13	23	11	20	16	13	6	5	5	112
8 ^o — 3,001 — 4,000 —	16	19	23	36	23	16	10	5	9	157
9 ^o — 4,001 — 5,000 —	11	14	14	14	13	9	6	1	1	83
10 ^o — 5,001 — 6,000 —	7	7	18	19	8	10	3	—	2	74
11 ^o — 6,001 — 8,000 —	10	9	15	13	13	6	—	—	5	71
12 ^o — 8,001 — 10,000 —	5	7	7	5	11	3	1	—	—	39
13 ^o — 10,001 — 15,000 —	4	5	4	9	16	7	1	1	—	47
14 ^o — 15,000 — 25,000 —	4	4	3	4	9	2	2	—	—	28
15 ^o — 25,001 et au delà. — en daarboven.	6	12	4	3	4	3	—	—	1	33
	152	346	250	298	444	342	206	231	365	2,634

Proposition de loi relative aux traitements des secrétaires communaux.

ARTICLE PREMIER.

L'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, modifiée par les lois du 3 juillet 1894 et du 27 février 1911, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le traitement du secrétaire est fixé par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial.

» Le traitement minimum est fixé comme suit :

1° Communes de moins de 300 habitants fr.	1,500
2° Communes de 301 à 500 habitants	2,000
3° Communes de 501 à 1,000 habitants	2,500
4° Communes de 1,001 à 1,500 habitants	3,000
5° Communes de 1,501 à 2,000 habitants	3,500
6° Communes de 2,001 à 2,500 habitants	4,000
7° Communes de 2,501 à 3,000 habitants	5,000
8° Communes de 3,001 à 4,000 habitants	6,000
9° Communes de 4,001 à 5,000 habitants	7,000
10° Communes de 5,001 à 6,000 habitants	8,000

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der gemeentesecretarissen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 111 der gemeentewet van 30 Maart 1836, gewijzigd door de wetten van 3 Juli 1894 en van 27 Februari 1911, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De jaarwedde van den secretaris wordt door den gemeenteraad vastgesteld, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

» De minimum-jaarwedde wordt vastgesteld als volgt :

1° Gemeenten beneden 300 inwoners fr.	1,500
2° Gemeenten van 301 tot 500 inwoners	2,000
3° Gemeenten van 501 tot 1,000 inwoners	2,500
4° Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners	3,000
5° Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners	3,500
6° Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners	4,000
7° Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners	5,000
8° Gemeenten van 3,001 tot 4,000 inwoners	6,000
9° Gemeenten van 4,001 tot 5,000 inwoners	7,000
10° Gemeenten van 5,001 tot 6,000 inwoners	8,000

11° Communes de 6,001 à 8,000 habitants. . . . fr.	9,000	11° Gemeenten van 6,001 tot 8,000 inwoners	9,000
12° Communes de 8,001 à 10,000 habitants	9,500	12° Gemeenten van 8,001 tot 10,000 inwoners	9,500
13° Communes de 10,001 à 15,000 habitants	10,000	13° Gemeenten van 10,001 tot 15,000 inwoners	10,000
14° Communes de 15,001 à 25,000 habitants	11,000	14° Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners	11,000
15° Communes de 25,001 habitants et au delà. . . .	12,000	15° Gemeenten van 25,001 inwoners en daarboven	12,000

» Tous les ans, le secrétaire a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 5 % dans les communes des catégories 1 à 11 et à 3 % dans les communes des autres catégories.

» Lorsqu'une commune des catégories 1 à 11 passe dans une classe supérieure à la 11° ou qu'une commune des catégories 12 et au delà passe dans une classe inférieure à la 12° par suite de l'augmentation ou de la diminution de la population, constatée par un recensement décennal, l'augmentation annuelle est réduite à 3 %, dans le premier cas et reste fixée à ce taux dans le second cas, aussi longtemps que le secrétaire qui en bénéficiait reste en fonctions.

» L'augmentation annuelle cessera d'être obligatoire lorsque le secrétaire comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

» L'augmentation annuelle pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au secrétaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

» Le secrétaire devra être préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses

» Elk jaar heeft de secretaris recht op eene verhooging zijner aanvangswedde, bepaald op 5 t. h. in de gemeenten van de reeksen 1 tot 11 en op 3 t. h. in de gemeenten van de overige reeksen.

» Wanneer, tén gevolge van toename of afneming der bevolking, blijkende uit eene tienjaarlijksche volkstelling, eene gemeente van de reeksen 1 tot 11 overgaat naar eene klasse hooger dan de elfde of eene gemeente van de reeksen 12 en daarboven overgaat naar eene klasse lager dan de twaalfde, wordt, in het eerste geval, de jaarlijksche verhooging verminderd tot op 3 t. h. en blijft zij, in het tweede geval, op dit bedrag vastgesteld zoolang de secretaris, wien zij ten goede kwam, zijn ambt bekleedt.

» De jaarlijksche verhooging is niet langer verplicht, wanneer de secretaris den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren heeft om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

» De jaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den secretaris die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

» De secretaris moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal

explications. Ce procès-verbal sera signé par le président du Conseil communal et le secrétaire intéressé. Une expédition en sera transmise à la Députation permanente.

» Un recours au Roi est ouvert aux titulaires contre les décisions des Députations permanentes fixant le montant de leur traitement initial ou leur refusant une augmentation de traitement annuelle, soit facultative ou extraordinaire.

» Le traitement est payé aux titulaires par mois; il prend cours à dater du jour de l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement au secrétaire démissionnaire ou révoqué et, en cas de décès, à ses ayants-droit.

» Les traitements seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte du nombre d'années de service du titulaire. Il en sera de même, lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

» Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

» Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci-dessus, restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions. »

ART. 2.

La loi du 31 octobre 1919 imposant

opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt door den voorzitter van den gemeenteraad en door den betrokken secretaris onderteekend. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie.

» De titularissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, welke het bedrag hunner aanvangswedde vaststellen of hun eene niet verplichte of buitengewone jaarlijksche verhooging van wedde weigeren.

» De jaarwedde van de titularissen wordt hun per maand betaald; deze jaarwedde loopt vanaf den dag, waarop zij in bediening treden. Elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den ontslagnemenden of afgezetten secretaris en, in geval van overlijden, aan zijne rechthebbenden.

» De jaarwedden worden, overeenkomstig bovenstaande bepalingen, herzien te rekenen van 1 Januari 1920, volgens de bevolking bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling en met inachtneming van het getal dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking, blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

» De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de verhoogingen, voorzien bij bovenstaand lid 3, te berekenen.

» De huidige jaarwedden, welke het hierboven vastgestelde bedrag mochten overschrijden, blijven verworven en mogen niet worden verminderd zoolang de titularissen in bediening blijven. »

ART. 2.

De wet van 31 October 1919, krach-

aux communes l'obligation de payer à leurs agents une indemnité de vie chère, dont le taux trimestriel doit être fixé par la Députation permanente, cessera, en ce qui concerne les secrétaires communaux, de sortir ses effets à dater de l'application de l'article premier ci-dessus.

ART. 3.

Il est interdit aux secrétaires communaux de tenir des débits de boissons, même par personne interposée, à peine de suspension et, en cas de récidive, de révocation. Le secrétaire intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications comme il est prescrit ci-dessus par l'article premier.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

En cas d'inaction du Conseil communal et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le gouverneur de la province, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les secrétaires peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

tens welke de gemeenten verplicht zijn aan hunne beambten een duurtebijslag te betalen, waarvan het driemaandelijksch bedrag door de Bestendige Deputatie moet worden vastgesteld, houdt op, wat de gemeentesecretarissen betreft, van kracht te zijn vanaf den dag waarop bovenstaand eerste artikel wordt toegepast.

ART. 3.

Het is aan de gemeentesecretarissen verboden, drankslijterijen te houden, zelfs door een tussenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. De betrokken secretaris moet vooraf worden gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt, zooals door bovenstaand eerste artikel wordt voorgeschreven.

Welke ook de gewezen straf zij, moet de beslissing van den gemeenteraad aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen worden. De belanghebbende kan bij den Koning in beroep komen binnen vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd beteekend.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluitend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De secretarissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen van den Gouverneur, welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

ART. 4.

Dans les communes de moins de 5,000 habitants l'État interviendra pour la moitié dans les traitements et augmentations annuelles

ART. 4.

In de gemeenten beneden 5,000 inwoners draagt de Staat de helft van de jaarwedden en van de jaarlijksche verhoogingen.

MAENHAUT.

PONCELET.

TROCLET.

MELCKMANS.

NEUJEAN.

L. JOUREZ.

